

# Tribune des forces progressistes de gauche des Alpes-Maritimes

## Refusons le projet de loi sanitaire et les régressions sociales

Nous, organisations syndicales, partis politiques, associations progressistes de gauche des Alpes-Maritimes, dénonçons et refusons le projet de loi sanitaire, les incohérences en matière de politiques de santé, les régressions sociales autoritaires et antidémocratiques du gouvernement par la mise en œuvre du passe sanitaire.

Le Passe Sanitaire est une nouvelle attaque contre nos libertés individuelles et collectives. Il s'agit également d'une atteinte à bon nombre de droits sociaux et fondamentaux, dont le droit au travail. C'est un passage en force pour nous contraindre à entrer dans une société de contrôle permanent et du « tout sécuritaire ».

Si une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre cette pandémie, alors rappelons les préconisations de l'OMS : une politique de santé publique doit chercher à **convaincre et non à contraindre**. La voie est celle de la prévention et de la fourniture de moyens : gratuité des masques, gratuité des tests et des vaccins, déploiement de centres de vaccination au plus près des plus fragiles et des plus précaires, renforcement de la médecine du travail, accès aux médecins traitants, prises de contacts avec les personnes fragiles... bref il faut une véritable politique de santé nationale mais aussi de solidarité internationale. L'OMS alerte également sur la situation internationale et demande un moratoire aux pays riches sur l'inoculation de la 3<sup>ème</sup> dose.

En effet, seulement 15% de la population mondiale est vaccinée faute d'accès aux vaccins notamment dans les pays pauvres.

Les vaccins doivent être fabriqués et distribués gratuitement et massivement. **Les brevets des vaccins doivent être levés de toute urgence.**

Il est urgent de sortir de cette économie ultra-financiarisée où quelques multinationales tirent d'énormes profits de cette pandémie, ce qui participe à renforcer la défiance envers la politique du médicament. La création d'un pôle public du médicament doit voir le jour.

**Tant que la pandémie n'est pas vaincue à l'échelle mondiale, elle ne le sera nulle part.**

Depuis le début de la pandémie, nous syndicats, associations, partis politiques n'avons eu de cesse d'exiger les moyens financiers et humains pour remettre debout les hôpitaux publics, les EHPAD... Ces moyens de soigner correctement n'ont pas été octroyés. Pire, **nous constatons que la casse de l'hôpital public continue** (fermetures de lits, suppressions de postes...). Nos hôpitaux et leurs personnels sont à bout de souffle, asphyxiés par les démantèlements successifs !

Ce gouvernement prend des décisions autoritaires qui heurtent et divisent... **Autoritarisme et casse sociale vont de pair.**

De graves attaques contre nos droits sociaux sont annoncées. Des milliers de travailleuses et travailleurs se trouvent contraints et menacés de sanctions graves : **suspension du contrat de travail sans rémunération, rupture anticipée des contrats précaires sans aucune indemnité...**

En parallèle, le gouvernement annonce la réforme de l'assurance chômage dès le 1er octobre, qui va diminuer fortement la durée et les montants des allocations des privé-es d'emploi. Il réaffirme sa volonté de reporter l'âge légal de départ à la retraite et de mettre fin aux régimes spéciaux.

**Nous demandons que soient mises à contribution les multinationales et les plus riches, que le gouvernement cesse de leur accorder des largesses sans contreparties. Nous exigeons une politique sociale ambitieuse, passant par des services publics de qualité et des droits sociaux plus importants.**

Au nom de l'efficacité sur le long terme contre l'épidémie et pour préserver nos libertés, **nous nous opposons au projet de la loi sanitaire imposé**, tout comme à toutes les mesures antisociales qui visent à faire payer la note de la crise à la population, au monde du travail et particulièrement aux plus précaires et fragiles.

**Pour notre liberté et pour nos droits sociaux, nous appelons les salarié-es à développer la grève dans toutes les entreprises et les citoyennes et citoyens à s'inscrire dans toutes les manifestations progressistes !!!**

**NON AU PASSE SANITAIRE - OUI AU PASSE SOCIAL**